



AMBASSADE DE FRANCE EN AFRIQUE DU SUD
SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL

Le Chef du Service Economique Régional

Pretoria, le 29 octobre 2018

Rédigée par : Mathilde Limbergère

Relue par : William Roos

NOTE

Objet : Présentation du budget de mi-parcours par Tito Mboweni, ministre des Finances

Mercredi 24 octobre, le nouveau ministre des Finances, Tito Mboweni a présenté la revue de mi-parcours du budget de 2018-2019, très attendue en raison des faibles performances de la croissance sud-africaine au premier semestre 2018, conduisant à une prévision de croissance ramenée à +0,7% contre 1,5% en février dernier. Les perspectives de déficit public ont été revues à la hausse de 0,4 point de pourcentage (à 4,0% contre 3,6% lors de la présentation annuelle du budget) ainsi que celle de dette publique – dont l'horizon de stabilisation a été repoussé à 2023-2024 à 59,6% du PIB (contre 56,2% auparavant). Le gouvernement prend ainsi en compte l'effet de la révision à la baisse de l'activité sur les recettes et des remboursements de TVA plus élevés que prévu, sans annoncer aucune mesure pour limiter la dégradation du déficit.

1/ Contrairement à M. Gigaba, ancien ministre des Finances, lors de la présentation du budget annuel en février dernier, M. Mboweni semble avoir suscité un certain consensus au sein de l'Assemblée, avec peu d'interruptions par l'opposition. N'ayant fait partie d'aucun des gouvernements de Jacob Zuma, il a pu évoquer en toute légitimité les problèmes de corruption et de gouvernance du pays, en étant applaudi autant par l'ANC que l'EFF.

2/ M. Mboweni a souligné que le pays était à un « carrefour » entre un retour à la croissance et un enfoncement du pays dans une récession dont il ne verrait peut-être jamais la fin. D'abord, le contexte économique reste très dégradé avec une croissance attendue à 0,7% en 2018 (contre 1,5% auparavant) et un rebond au-dessus des 2% repoussé à 2020. Le ministre a souligné la vulnérabilité de l'économie aux chocs extérieurs (évolution du commerce mondial, politique des Etats-Unis, volatilité des conditions de financement).

3/ Le ministre a annoncé la révision à la baisse des recettes de 27,4 Mds ZAR pour l'année en cours (sur un total de 1345 Mds ZAR initialement prévus) en raison de remboursements imprévus de TVA (à hauteur de 20 Mds ZAR) et d'une récolte moins importante de l'impôt sur les sociétés. Cette révision à la baisse s'applique également pour les deux années à venir mais dans de plus faibles proportions. Par ailleurs, une détaxe sur certains produits hygiéniques et alimentaire a été déclarée, fortement applaudie par l'ensemble de l'Assemblée.

4/ En termes de dépenses, le gouvernement a souligné que le plafond fixé en février ne serait pas modifié, mais que des allocations différentes seraient opérées entre certains postes pour permettre notamment de financer des recapitalisations d'entreprises publiques. Les recapitalisations concernent *South African Airways* à hauteur de 5 Mds ZAR, *South African Post Office* pour 3 Mds ZAR et *South African Express Airways* pour 1,3 Md ZAR. Par ailleurs, 17 Mds ZAR seront alloués cette année au développement des infrastructures et 3,4 Mds ZAR au soutien des populations touchées par la sécheresse (amélioration de l'accès à l'eau). Ces mesures seraient contrebalancées par la baisse de la « *contingency reserve* » (réserve de prévoyance) à hauteur de 8 Mds ZAR. Si l'importance de la masse salariale publique a été soulignée, aucune mesure visant à y remédier n'a été annoncée.

5/ Par conséquent, les prévisions de déficit et de dette publics ont été revues à la hausse par le gouvernement. En 2018, le déficit public devrait s'établir à 4,0% (contre les 3,6% annoncés lors de la présentation annuelle du budget en février dernier) pour augmenter à 4,2% sur les deux années à venir. En termes de dette publique, l'horizon de stabilisation a été repoussé à 2023-2024 à 59,6% - contre 56,2% auparavant.

Commentaire :

Le nouveau ministre des Finances, reconnu pour ses qualités professionnelles et présentant comme avantage de n'avoir jamais fait partie d'un des gouvernements de Jacob Zuma, a montré sur la forme une capacité à susciter l'adhésion du Parlement. Mais sur le fond, l'absence de toute mesure pour infléchir la trajectoire d'endettement a suscité une déception des analystes qui attendait une plus grande rigueur budgétaire pour cette présentation de mi-parcours : dans un contexte de plus en plus pré-électoral (élection présidentielle mi 2019), les autorités évitent des mesures impopulaires, probablement repoussées post-élection. Un des enjeux à court terme est l'efficacité des mesures en cours pour restaurer progressivement la soutenabilité des entreprises publiques les plus fragiles, qui font peser un risque important sur le budget de l'Etat (garantie, recapitalisation...). L'Afrique du Sud a probablement encore les moyens de ce choix de préserver l'activité économique à court terme, grâce à un accès aisé de l'Etat à un financement domestique et international en Rand et grâce à un niveau d'endettement élevé mais encore soutenable. Mais ce financement est de plus en plus coûteux (taux à 10 ans entre 9% et 10% pour une inflation entre 5 et 6%) et repose sur des flux de capitaux de court terme qui peuvent se retourner rapidement.

	2018	2019	2020	2021
Taux de croissance du PIB (%)	0,7 (-0,8)	1,7 (-0,2)	2,1 (-)	2,3 (nd)
Déficit public (% du PIB)	4,0 (+0,4)	4,2 (+0,6)	4,2 (+0,7)	4 (nd)
Dette publique (% du PIB)	55,8 (+0,7)	56,1 (+0,8)	57,4 (+1,4)	58,5 (+2,3)

Source : Nation Treasury - entre parenthèses la différence avec les prévisions du mois de février - (nd) : non disponible